

Rencontres philosophiques Clermontoises, mardi 6 février 2024

Les Populismes, hier et aujourd'hui : un regard philosophique et historique

Raphaël Spina

Docteur et enseignant-chercheur en histoire contemporaine

Merci à tous d'être là et à l'association d'avoir bien voulu organiser cette conférence, en ce soir même des 90 ans du coup de force du 6 février 1934 - coup de force national-populiste et non fasciste comme on l'a cru à l'époque¹. Mais personne n'avait à l'époque les mots pour le penser, car le terme de national-populisme n'a été forgé qu'en 1984, par P. A. Taguieff. Par ailleurs, le général Boulanger, fondateur du national-populiste moderne entre 1886 et 1889, est passé par Clermont et Royat lors de son « exil » par le gouvernement à un poste loin de Paris.

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du populisme. (...) Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de populisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de populiste ? (...) Déjà le populisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances du monde. »

En fait, on ne compte plus les pays majeurs à avoir fait une expérience plus ou moins durable du populisme de droite ou d'extrême-droite au pouvoir, y compris dans des démocraties les plus anciennes et solides, et celles qu'on croyait les plus « sérieuses » : les Etats-Unis de Trump, le Royaume-Uni de Boris Johnson, le Brésil de Bolsonaro, l'Inde de Modi, le Pakistan d'Imran Khan, le Japon de Shinzo Abe, les Philippines de Duterte, mais aussi la Hongrie d'Orban, la Turquie d'Erdogan, Israël de Netanyahu, maintenant l'Argentine de Milei, et l'Italie, et la Pologne, le Sénégal d'Abdoulaye Wade, l'Afrique du Sud de Jacob Zuma. Mais aussi la vague des populismes de gauche, notamment en Amérique latine, depuis le XIXe siècle : le péronisme argentin, le getulisme brésilien, il y a eu Chavez et Maduro au Venezuela, Equateur, Bolivie, etc. La Russie de Poutine attire la complaisance commune de la plupart des populistes de droite et de gauche, qu'il soit populiste ou non lui-même.

Définition la plus élémentaire, dès l'Antiquité : le tyran favorise souvent le peuple qui l'a aidé à renverser la monarchie ou l'oligarchie, mais gouverne seul. Est populiste le fait pour un homme et un mouvement de jouer la base contre le groupe « oligarchique » dominant (du parti, de l'Etat, de la société). Mais condition nécessaire, pas suffisante : il faut aussi jouer la base en la

¹ Haine des « voleurs » et des « pourris », rejet des partis et du Parlement, idée que le peuple doit être uni comme dans les tranchées. Xénophobie, antisémitisme sauf chez La Rocque, culte du chef, mais aussi le rejet des impôts et des fonctionnaires, sinon de l'Etat. Cependant, respectueux des élites traditionnelles, ces mouvements n'en veulent qu'aux élites parlementaires. Pas de projet d'embrigadement des masses et de transformation totalitaire de la société, et à l'extérieur on ne demande qu'à rester en paix. Les ligueurs sont d'abord parisiens, peu provinciaux et rarement ruraux, à l'inverse du populisme actuel très minoritaire à Paris et fort dans les zones rurales et « périphériques ». Surtout des classes moyennes indépendantes : artisans, boutiquiers, artisans, parfois des exploitants agricoles paysans. Ils auraient été sans-culottes en d'autre temps...

flattant, avec démagogie, et en se présentant comme la voix des petits contre les gros, du peuple contre les élites, du bon sens populaire contre les mensonges de l'oligarchie.

Le tout dans un dialogue direct entre le peuple et un homme seul censé l'incarner - homme d'ailleurs souvent issu lui-même de l'oligarchie qu'il dénonce, que ce soit celle de la naissance, de l'argent, des diplômes, ou encore des medias, etc. L'homme en question s'arroge ensuite le pouvoir absolu parce que telle est la volonté du peuple et que celle-ci ne doit pas connaître de limite. En supprimant ou en neutralisant toutes les limitations de mandats, tous les contre-pouvoirs, tous les conseils constitutionnels et cours suprêmes, tous les corps intermédiaires, tous les medias libres, toutes les libertés publiques, tout l'état de droit.

Le peuple ne garde plus qu'un seul pouvoir, celui de voter pour confirmer le populiste. Ou le congédier, si encore possible, car malgré tout, le populiste représente une forme de démocratie illibérale, mais rarement un dictateur à l'ancienne, encore moins un totalitaire, et il peut la plupart du temps être battu dans les urnes... et revenir par celles-ci, et dans l'intervalle les dégâts n'auront pas toujours été faciles à réparer.

Le populisme, donc, ce n'est pas la lutte des classes de Karl Marx. Ce n'est pas une question de qui possède les moyens de production. Ce n'est pas les exploités contre les exploités, pas même les dominants même bienveillants contre les dominés. Mais un vague peuple paré de toutes les vertus et détenant la vérité contre une vague « oligarchie » accusée de tous les maux, les deux étant très mal délimités, et présentés comme des blocs unanimes qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre. En général les élites politiques, médiatiques et sociales sont accusées de vivre dans l'entre-soi - ce que font tous les groupes sociaux... -, de « mépriser » le peuple – au point que même les antipopulistes intègrent sans vérifier cette idée reçue que le peuple a été méprisé, ce qui se discute en réalité -, de ne rien comprendre à ses problèmes et à ses aspirations, enfin de lui imposer ce qu'il ne veut pas, même si elles sont élues.

On leur reproche aussi de ne pas permettre au peuple de laisser librement le pouvoir absolu à l'homme fort, et de l'empêcher s'en prendre librement aux riches, mais aussi aux étrangers, aux LGBT, aux femmes, aux minorités, aux musulmans, etc. Et débarrassé de la tyrannie des minorités et des élites qui sont supposément leurs complices, l'homme fort incarnera le peuple uni et même unanime... unanimement soumis à sa domination. La tyrannie de la majorité redoutée par Tocqueville sera surtout celle d'un seul sur la majorité, même consentante.

1) **Qu'est-ce que « le » peuple ?**

Mais au juste, qu'est-ce que c'est, ce « peuple » ? cf. Rosanvallon, *Le peuple introuvable*. Mirabeau, en 1789, reconnaît que « le mot peuple signifie nécessairement ou trop ou trop peu » ; d'autres ajoutent que c'est « un mot qui se prête à tout ».

Tous les habitants d'un pays, toute la population ? **Populus**. Louis XII était le « père du peuple », au sens de tous ses sujets. Même les étrangers partagent alors ses souffrances et ses luttes dans une bonne mesure, cf. Manouchian.

Est-ce que c'est les habitants mais en excluant les étrangers voire les minorités nationales ? Auquel cas plutôt **ethnos, Volk**. Et le national-populisme est souvent un ethno-populisme, identitaire, qui accuse l'autre de voler l'argent et le travail du peuple et de menacer son identité et sa culture, non plus son sang et sa race.

Si c'est le **corps civique** (*Quirites, démos, « We the people »*), il peut exclure pas mal de monde : mineurs évidemment, femmes jadis, immigrés, touristes de passage, certains délinquants et détenus, autrefois encore citoyens trop pauvre pour payer assez d'impôts lorsque le suffrage était censitaire, a fortiori esclaves ou affranchis soumis à la ségrégation, Indiens, minorités diverses... Et certes ce corps civique, on peut s'en méfier, indépendamment du niveau social de ses membres. Car s'il se trompe, s'il est manipulé par quelques riches ou par qq journalistes, ou pire, qu'il élite un tyran ?

Est-ce le peuple au sens d'une minorité agissante du corps social ? La foule qui prend la Bastille, qui fait les manifs et des révolutions, le peuple de Michelet et Hugo (les « misérables », les petites gens) ? Voir les Jacques, cf. les gilets jaunes, jacquerie moderne ?

Mais comme disait Victor Hugo, « souvent la foule trahit le peuple ». Au sens où son comportement n'est pas celui du peuple auquel sont prêtées toutes les vertus. Et il y a aussi des fois où pacifiquement ou non, la foule peut freiner ou empêcher quelque chose de parfaitement légitime, voire conduire au désastre. **Risque de l'ochlocratie**, déjà dénoncée par Aristote.

⇒ Par ailleurs, évidemment, alors que le populiste et le révolutionnaire ont souvent en commun de prétendre rendre au peuple le pouvoir qui lui a été confisqué par quelques-uns. On a souvent vu des révoltes et des révolutions accomplies par de petits groupes bien spécifiques et pas forcément très représentatifs sociologiquement, mais se proclamant « le peuple » - y compris lorsque la masse est en réalité attentiste ou hostile. Le peuple est légitime à se révolter contre la Convention si c'est les sans-culottes, illégitime si c'est les paysans vendéens. Même Fidel Castro et Che Guevara recrutaient surtout leurs quelques milliers de guérilleros maximum dans une élite sociale blanche, masculine, urbaine, étudiante et éduquée. Sans parler du risque de garder le pouvoir absolu à leur profit une fois victorieux...

Est-ce que c'est le peuple au sens des catégories populaires, tous ceux d'un niveau social plus ou moins inférieur, voire simplement moyen ? **Plebs**, voire (reprise d'un terme romain là aussi) le **prolétariat** de Marx-Engels (au moins réduit à sa classe ouvrière) ?

Le problème est que même le prolétariat ouvrier ne peut pas prétendre qu'il représente la totalité du peuple au sens du corps civique, et même au sens du corps social. Sauf à donner du prolétariat une définition démesurément élargie : tout le monde est du peuple ou presque, donc personne ne l'est. Ce fut parfois la tentation de Marx, Jaurès et autres amoureux sincères du peuple...

Dans une société de masse et post-industrielle, décomposition des classes sociales auxquelles les partis censés s'identifier jadis +/- ouvertement. Et les populismes y renoncent à la classe sociale, tout comme au clivage droite / gauche. D'où le refus des partis au profit des « mouvements ». Cf. Mélenchon : « le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement est la forme organisée du peuple (...) Je ne veux pas rassembler la gauche, je veux fédérer le peuple ». Plus récemment il préfère parler de « peuplisme » que de « populisme de gauche », ce qui ne change pas grand-chose.

D'où aussi la tentation populiste de gauche d'opposer les 99 % et les 1 %. Une vue de l'esprit, comme si les 1 % étaient un bloc homogène, conscient de lui-même et avec des objectifs communs et une action commune, et comme si 99 % de la population pouvaient avoir les mêmes désirs, les mêmes idées et les mêmes intérêts... En outre, il suffit de gagner 2 000 € par mois pour être dans les 1 % les plus riches du monde, 9 000 € pour être dans les 1 % les plus riches de France. Et quoi de commun entre Kylian Mbappé, le roi d'Angleterre, Bernard Arnault, l'émir du Qatar, Donald Trump,

les barons de la drogue sud-américains ou J.K. Rowling ? Entre l'agriculteur hostile aux normes écologiques et le jeune intellectuel écologiste de centre-ville ?

Certitude, le populisme est en tout cas le signe tangible du **divorce entre les catégories populaires et les élites éclairées**. L'alliance du peuple et de la bourgeoisie éclairée avait fait les révolutions et les mouvements de gauche depuis 1789. Mais en plus des transformations socio-politiques, les élites éclairées découvrent que le peuple n'est pas forcément progressiste, généreux, anti-sécuritaire, accueillant à l'étranger et prêts à émanciper les minorités...

Tandis que le peuple leur en veut d'avoir oublié qu'une minorité peut avoir des idées rétrogrades et des comportements inadmissibles voire oppressifs. Au-delà, il lui reproche (et des penseurs aussi) de l'avoir abandonné au profit des minorités, substitut de prolétariat depuis les années 1970, et d'avoir sacrifié le social au sociétal. Cf. polémique sur le rapport maladroit de Terra Nova en 2011, chaque aile du PS accusant l'autre de l'avoir accompli - "Terra nova! – Toi-même!" En réalité, le rapport jamais avalisé par personne, et aucune stratégie délibérée: l'électorat est devenu ce que prédisait le rapport, mais involontairement. Les insoumis accusés de flatter le communautarisme et les minorités: ça n'empêche pas qu'ils ont un programme éc. et social fort ambitieux... quoique ne plaisant pas forcément à tout le peuple. Inversement, des gens comme Manuel Valls sont fort peu portés au sociétal, fort laïc et républicain, sécuritaire, mais pas pour autant très portés sur le social non plus...

Dans l'ensemble, sociologies électorales des populismes de droite comparables, et on la retrouve par exemple avec les islamistes dans le monde musulman : électeurs vivant à l'écart des métropoles, dans des zones désindustrialisées ou rurales, « perdants » de la mondialisation, à revenus inférieurs à la moyenne, et surtout peu diplômés. Ressentiment à l'égard d'un « système », d'une classe politique accusés de les « abandonner », de les « mépriser », de les rendre « invisibles ». Mais aussi peur de perdre leur « identité » à cause de l'immigration et de l'ouverture au monde, des réformes sociétales. Tous les efforts à gauche contre le populisme de droite ont échoué à cause de cette « altérophobie ».

Exception : le Brésil où le populisme de droite attire les classes aisées ou moyennes, et les régions les plus riches, quand les défavorisés votent toujours à gauche.

Le tribun de la plèbe... La « fonction tribunitienne », passée du PCF au FN. Le populiste celui qui « dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». « Je suis votre voix » (Trump). Celle de la plèbe moderne qui serait les « invisibles », les « oubliés », les « méprisés »... et celui qui libère une parole raciste, sexiste ou homophobe, ou même tout simplement lassée des excès du wokisme et de la *cancel culture*.

Le peuple des populistes, est-ce dès lors plus encore le **vulgus** ? Le peuple avec ses manières d'être, sa mentalité et son langage, présumés à tort ou à raison illégitimes voire répugnants ? Le fait est que le populiste se distingue non seulement par sa démagogie, mais aussi, en gal, en affichant sa **vulgarité, son anti-intellectualisme, son inculture fière et proclamée, en revendiquant la transgression systématique et délibérée de toutes les normes communément admises du langage et du comportement**. Il y a certes des populistes à la jouer rassurante ou policée, et Marine Le Pen n'est pas vulgaire par exemple (sauf au débat de 2017, qui lui a coûté très cher). Mais la plupart se signalent bel et bien par leur propension à n'avoir jamais honte d'aucune provocation, d'aucune

bassesse, d'aucune violence de langage, d'aucune vulgarité de comportement et même d'aucune clownerie (cf. « Boris le bouffon » ou Chavez)...

Non pas se soucier du peuple, d'aller au peuple au sens des plus modestes, ni de critiquer les riches et les puissants, comme ça s'est fait depuis toujours. Le Christ n'est pas populiste parce qu'il préfère les pauvres et les tout-petits aux riches, aux sages et aux savants, ni les intellectuels populistes russes des années 1870 qui allaient aux masses paysannes quitte à tomber de haut en constatant l'écart culturel et mental ou en découvrant qu'ils avaient idéalisé les moujiks, ni Simone Weil parce qu'elle va travailler chez Renault ni Sartre parce qu'il va haranguer Billancourt sur son tonneau. Encore moins Victor Hugo parce qu'il veut voir le peuple sortir de l'ignorance et de la misère matérielle et morale.

Il ne s'agit pas non plus de valoriser ses vertus, même imaginaires ou idéalisées, ni de l'émanciper et de l'élever par l'éducation. Il s'agit de le flatter, dans ce qu'il a de plus bas, jouer sur l'émotion, la vulgarité, la trivialité, les sentiments les plus haineux et les plus violents. ***De légitimer ses « vices » ou ses ignorances, et de les exalter, et de reprocher à quiconque voudrait les corriger de « mépriser le peuple ». Il peut polluer, mal manger, mal parler, mentir, être alcoolique, inculte, raciste, sexiste, homophobe, pro-armes à feu, pro-peine de mort, climato-sceptique, antivax, complotiste... si ça lui plaît, et en plus, c'est très bien comme ça.*** Et c'est au fond se faire une bien piètre idée du peuple, et plus le mépriser que les élites qu'on accuse de le mépriser.

Risque aussi, même pour ceux qui désapprouvent le vote populiste, de s'apitoyer sur le peuple avec un mépris de classe inconscient, en sombrant parfois dans le misérabilisme : le peuple est pauvre, il souffre, il est misérable, désespéré, « paumé », donc il ne faut pas le critiquer, mais compatir, le laisser dire et faire ce qu'il veut, c'est une victime et donc il est sacré... Un contre-politiquement correct où il serait interdit de caricaturer le peuple, de dire du mal de lui, de lui trouver le moindre défaut, et finalement de toute personne issue du peuple. Parce qu'il souffre, il serait meilleur que tout le monde, il serait toujours dans le vrai et il devrait se voir accorder ce qu'il réclame. Sinon c'est qu'on le méprise. Chantage au mépris un argument rhétorique facile et très à la mode, en ce moment... En 2013, la Manif pour Tous accusait déjà Hollande de « mépriser son peuple ».

C'est au fond ce que disent les néo-gauchistes au sujet de l'étranger et des minorités, nouveau prolétariat. cf. Sandrine Rousseau qui n'a pas seulement en commun avec Trump de tweeter de manière compulsive et de dire parfois tout et son contraire en 24 heures avec un aplomb déconcertant : elle a ses « faits alternatifs » en prétendant contre l'évidence avoir été bousculée, même si la vidéo montre que celui qu'elle accuse est passé à deux mètres d'elle : elle explique alors que si elle s'est sentie bousculée, c'est qu'elle l'a été, et que si on ne valide pas son ressenti, c'est qu'on n'écoute pas les femmes. Au-delà de la mauvaise foi et l'injustice, c'est évidemment imposer sa tyrannie à autrui (tout en ne tenant aucun compte de ses propres ressentis à lui). Et le but n'est pas la justice au profit du peuple ou des minorités, mais le pouvoir.

Car le populisme, au-delà même de la démagogie, c'est l'**exigence de prendre tous les ressentis du « peuple » pour des réalités**, même quand il existe des chiffres fiables ou d'autres réalités vérifiées qui le contredisent. Il s'agit d'opposer avec manichéisme la Vérité du peuple opprimé aux mensonges du « système », des « dominants » censés tout contrôler et mentir : hommes d'affaires, technocrates, juges, parlementaires, fonctionnaires, journalistes, etc. Il s'agit de **se fier à son « bon**

sens » supposé, alors que n'en déplaît à **René Descartes**, le bon sens est parfaitement subjectif et souvent trompeur, en matière scientifique comme politique... et qu'ici il conduit à l'irrationalité plus qu'au rationalisme cartésien.

Et Descartes était critique envers les perceptions, les émotions et les passions, qui peuvent fausser le jugement. Et être gouverné juste en fonction de ses émotions, ressentis et perceptions risquerait de l'être de façon peut-être rassurante, mais irresponsable, et simpliste... Et avec cette logique, il faudrait valider les pogroms et les lynchages...

Là où Karl Marx rappelait : « les faits sont têtus », et où Jacques Lacan plaisantait que le réel, c'est quand on se prend le mur en pleine figure, le populiste se retrouve à glorifier les « faits alternatifs », i.e. les mensonges, à revendiquer le droit d'« être en désaccord avec les faits », à dire comme en Grande-Bretagne : « facts don't work », à propager à la pelle les *fake news* et le complotisme, les rumeurs les plus délirantes et les mensonges les plus grossiers...

Cela va jusqu'à autoriser « le peuple » à nier des faits scientifiquement établis. N'importe qui peut s'improviser médecin et spécialiste du Covid sur les réseaux sociaux du jour au lendemain, se proclamer « journaliste citoyen » sans avoir la moindre compétence ou déontologie, cf. aussi slogan « Tous journalistes ! »

Certes, tout le monde a le droit de s'intéresser à un sujet et de s'exprimer, mais encore faut-il ne pas se croire égal ou supérieur par magie aux spécialistes, et en s'abstenant de suivre les règles élémentaires de recherche, de réflexion et de méthode... Socrate mettait déjà en garde contre les rhéteurs et les « sophistes » qui s'exprimaient sur ce qu'ils ne y pas, et se satisfaisait de savoir qu'il ne savait rien. A ceci près que les sophistes, qui se faisaient payer fort cher, ne prêtaient pas leur technique au premier venu, certes.

Au final, les populistes s'enferment dans un monde parallèle et fantasmé, de « post-vérité », où les faits les plus évidents n'existent plus. Tout en étant persuadés d'être les chevaliers blancs de la vérité et d'être victimes de menteurs et de comploteurs. De façon orwellienne, Orban a créé un Institut Veritas et Trump décerne des « fake news awards ».

Certes, l'homme totalitaire était déjà dans un monde fantasmé : mais il adhérait à des idéologies structurées, au moins, là où le programme populiste est souvent très vague et se contente de se fier à un homme censé exprimer le ressenti populaire. L'homme populiste adhère plus encore à la peur, à la colère, à l'idée prétentieuse d'être d'une communauté de résistants à la « pensée unique » et aux « dominants », juste parce qu'il voit la réalité autrement que comme les médias et le discours officiel ou consensuel la lui présentent. *Il se prend pour un génie parce qu'il marche sur les mains...*

On n'est plus seulement les damnés de la Terre, ou les combattants du progrès, mais les martyrs de la vérité : d'où la logique de secte, aux énoncés infalsifiables dirait Karl Popper, inaccessible à tout raisonnement et à tout argumentation, et forcément violente à terme. Si on ne vit plus dans le même monde et qu'on ne parle plus la même langue et qu'aucun changement d'avis n'est possible, alors aucune communauté politique n'est possible, et il ne reste que la rupture ou la violence comme horizon.

Car le populiste, à la Schmitt ou à la Mouffe, à la Laclau, etc. voit la politique comme la lutte entre amis et ennemis, il ne peut pas y avoir d'opposition réglée pacifiquement, il n'y a que conflit,

et au besoin, on l'invente. cf. le fameux « il faut tout conflictualiser ». On nourrit de l'autre une telle vision complotiste et diabolisée qu'aucun débat constructif n'est possible ni même souhaitable : on peut juste l'écraser, par la violence verbale voire physique.

Evidemment, s'il n'y a que des élites méprisantes ne pensant qu'à se gaver ou qu'à détruire l'identité nationale ou qu'à humilier et égorger le peuple, et qu'un pauvre peuple abandonné, livré aux financiers, à la mondialisation, à l'invasion migratoire et à l'islamisme... il va de soi qu'il n'y a que la violence de possible au bout.

On accuse l'autre de « mépriser » le peuple ou de ne pas « l'écouter ». Mais on est le premier à mépriser l'autre, à haïr, à ne rien écouter, à estimer que la barrière est par nature insurmontable et qu'il n'est même pas souhaitable de combler le fossé.

De façon générale, à travers la planète, pas mal de populistes sont incroyablement méprisants eux-mêmes envers leurs adversaires, mais aussi envers les « cas sociaux », les « profiteurs du système », les bénéficiaires des « allocs », etc. souvent assimilés à des immigrés et/ou à des fainéants, et dont on se soucie pas de savoir ce qu'ils vivent vraiment, pour le coup...

On s'est plaint que Clinton parle une fois de « *deplorable* », mais comme beaucoup de chefs populistes, Trump méprise et hait tout le monde en permanence, en plus de son narcissisme sans complexe et de sa fierté d'être riche et de faire partie des *winner*s plutôt que des *looser*s : le populiste est souvent bien plus vaniteux et arrogant que n'importe quelle « élite » qu'il dénonce. Déjà Andocide mettait en garde contre son adversaire Alcibiade, le neveu de Périclès et l'ami de Socrate, et disait de ce dernier aux Athéniens : « *Il passe sa vie à vous flatter en masse, tandis qu'individuellement il vous méprise. (...) Il parle comme un conseiller du peuple et agit comme un tyran.* »

Ce n'est pas que le comportement d'un individu : les populistes sont contagieux, ou bien ils reflètent la violence de leurs partisans tout en l'encourageant. Et ce faisant, le populisme divise le peuple qu'il prétend unanime ou qu'ils veulent unir. Politique clivante encourageant la brutalisation et la polarisation et, au final, des formes de quasi-guerre civile. Cf. à la fin l'assaut du Capitole ou du parlement à Brasilia, ou les 12 000 morts de la guerre de Duterte contre la drogue. En Inde ou en Israël, discours anti-islam très agressif également de Modi ou Netanyahu, pouvant faire des morts à la fin.

Sans compter qu'en général, une fois au pouvoir, ils sont beaucoup plus menteurs, corrompus ou incompétents que tous ceux qu'ils ont remplacés au pouvoir. Et bien sûr, avec eux, la volonté populaire se retrouve encore bien plus confisquée ou étouffée qu'avant. A part voter pour le chef populiste et le maintenir ou le virer, le peuple plus aucun droit réel. Enfin, ils peuvent aboutir au désastre économique, social et humain. Et en matière sanitaire, l'irresponsabilité de Bolsonaro, Trump et autres antivax a conduit à une hécatombe : au moins par aveuglement, **le populisme tue.**

II) Les tyrans grecs, Montesquieu ou Rousseau ?

En 2017, Mélenchon visite le vieux forum et s'exclame : « César était proche du peuple. C'est les patriciens, les ennemis du peuple, qui l'ont assassiné. Ce qui est intéressant, c'est de voir César comme une figure populaire »...

Mais l'Internationale ne lui a-t-elle pas appris « ni César ni tribun », et la Marseillaise « contre nous de la tyrannie » ? Et curieux que le fondateur potentiel de la VI^e République loue un maître absolu qui a mis fin à la République... et qui a même supprimé la fonction de tribun de la plèbe ! Quand bien même Brutus, Cicéron et les hommes des ides de mars admettaient que César n'avait commis aucun crime ni abus de pouvoir, et que le tyran n'était pas en cause, mais la tyrannie.

En Grèce, le tyran est, à la base, celui qui ne reçoit pas le pouvoir de manière héréditaire ni comme primus inter pares de l'oligarchie, cf. Œdipos Tyrannos de Sophocle. La question n'est pas non plus au début qu'il en abuse ou pas, de ce pouvoir, mais comment il l'a pris : en jouant le peuple contre l'oligarchie... par des mesures sociales, mais aussi des fois par le mensonge, la démagogie et la flatterie.

Tous les Grecs à partir du ^{ve} siècle sont en principe d'accord, au moins, pour rejeter la tyrannie en soi, mais aussi pour admettre aussi que bcp de ces tyrans ont été d'excellents souverains, populaires, intelligents, au comportement simple et moralement irréprochable, et sans violence ou cruauté spécifique. Périandre de Corinthe parfois classé au rang des Sept Sages de la Grèce, même si c'est confondre sans doute intelligence et sagesse, et oublier sa dérive violente finale². Aristote écrira qu'à Athènes : « vivre sous la tyrannie de Pisistrate, c'était vivre au temps de Chronos ».

Plus d'un note que la tyrannie est pacifique et peu impérialiste, au contraire de la démocratie de Périclès ! cf. Trump se vantant de n'avoir fait aucune guerre, alors qu'il a bien ordonné des assassinats ciblés et des bombardements, et qu'il a juste eu la chance que son pays ou ses alliés ne soient pas attaqués sous son mandat... De même les tyrans de Sicile ont pris le pouvoir grâce au contexte des guerres contre Carthage.

Les tyrans des diverses cités ont multiplié les mesures sociales bénéfiques ainsi que les grands travaux publics utiles (adduction d'eau, fontaines, temples). Ils ont eu une politique culturelle ambitieuse protégé certain des plus grands poètes comme Eschyle, Pindare ou Anacréon. Même Platon a espéré un moment que les tyrans de Sicile l'aident à créer sa cité idéale. Aristote est allé vivre à la cour du tyran d'Atarnée, en Asie mineure, avant d'aller servir de précepteur à Alexandre le Grand. Enfin, son disciple Demetrios de Phalère, ancien du Lycée et tyran d'Athènes déchu, a fondé en exil la bibliothèque d'Alexandrie, pour le compte du roi d'Égypte.

On peut admettre du reste que beaucoup de populistes du XIX^e-XX^e-XXI^e siècles ont effectué des grands travaux à l'utilité durable. Ils ont souvent beaucoup redistribué les richesses, notamment la rente pétrolière ou minière, et ils ont pris des mesures sociales indéniablement ambitieuses et

² Modéré à l'origine, il a tué sa femme et traité ses propres enfants et ses adversaires avec cruauté, préconisé de « couper les épis » qui dépassent. A sa mort en 585, la tyrannie va disparaître à Corinthe.

positives, de Napoléon III et du couple Peron à nos jours. Le Brésil vit tjrs sur les lois sociales remarquables de Getulio Vargas, le « père des pauvres », prises dans les années 1930³.

Ils ont souvent beaucoup investi dans l'éducation (gratuité des manuels scolaires, etc.), contrairement au cliché du tyran qui veut abrutir le peuple, même s'ils contrôlaient aussi le contenu des enseignements, et ils ont pu élever le niveau de vie général et populaire, cf. Erdogan⁴. Cela étant, la majorité des expériences populistes a pu aussi se terminer en catastrophe, avec une gestion erratique, des violences verbales et même physiques, un désastre économie, social, humain et politique.

Et tout en admettant qu'il peut exister de bons tyrans, les Grecs ont rejeté la tyrannie vivement dès le V^e s. : **les tragiques grecs, Aristophane, Platon, Antisthène⁵, Diogène⁶, les stoïciens ont vivement dénoncé la tyrannie.**

Le tyran a une légitimité contestable et contestée, parce qu'il est un homme nouveau, et doit donc se prémunir par la terreur contre les contestataires. Cf. épée de Damoclès, suspendu au-dessus de sa tête par Denys l'Ancien, tyran de Syracuse. Idée que la tyrannie, au pire, ignore les lois, et qu'au mieux, la parole d'un seul y a force de loi, sans égalité, suivant son pur caprice et son seul intérêt. Enfin, le tyran vivrait dans le luxe et non dans la simplicité démocratique, et il flatte le peuple vulgaire, versatile, sans intérêt.

A noter que Platon n'aime pas plus la tyrannie que la démocratie : le peuple peut devenir un tyran, agir de manière tyrannique. Et pour lui, la démocratie engendre des excès (démagogie, désobéissance à la loi...) qui conduisent à la tyrannie. Ce qui reste à démontrer car Athènes est globalement toujours restée démocratique malgré de brèves flambées de démagogie ou de très brefs retours à la tyrannie, et on peut difficilement mettre à égalité dans la balance la mort évitable de Socrate en – 399 après un procès malgré tout régulier et les 1 500 victimes en - 404 de l'arbitraire des Trente Tyrans, dirigés par son ex-disciple Critias, lesquels étaient d'ailleurs plus des oligarques que des tyrans, en réalité. Aristote, Polybe et d'autres ont cru à l'*anacyclose*, idée que les régimes se

³ Alors qu'il est chef d'un gouvernement révolutionnaire, il limite le travail des femmes et des enfants (1931), institue la journée de 8 heures (1932), décrète les congés payés dans l'industrie (1933), fait reconnaître les accidents de travail et une protection sociale (1934). Par ailleurs, le droit de vote des femmes est acquis le 24 février 1932. Sous la dictature qu'il institue en 1937, on voit la création de caisses de retraite et d'une sécurité sociale, réglementation du travail des femmes et des enfants, journée de 8 heures, salaire minimum, justice du travail (1941). Enfin, la généralisation de l'enseignement primaire obligatoire. Cette législation du « père des pauvres » restera en vigueur un demi-siècle et le rend très populaire - du moins parmi les ouvriers : il a peu fait pour les paysans. Bolsonaro, trop néolibéral pour s'en réclamer, et préfère la junte militaire de 1964, qui haïssait Vargas.

⁴ Erdogan a une politique éducative ambitieuse. Le budget de l'Education sensiblement augmenté, à 5 % du PIB, même si le but est de former des « générations pieuses ». En 2012, il a porté la scolarité obligatoire portée à 18 ans, et lancé une vaste réforme du primaire et du secondaire. La distribution des livres gratuits se généralise, la cantine est offerte aux enfants pauvres. Le nombre d'universités publiques et privées triple entre 2002 et 2018. Mais aussi, Erdogan prend en main la nomination des doyens, élus auparavant. Et en 2019, Darwin disparaît des manuels et des programmes, alors que le djihad y entre... Le PNB par tête d'habitant a triplé en dix ans, mais la crise actuelle voit beaucoup de Turcs déchangter.

⁵ Le fondateur du cynisme, n'aime guère la démocratie, qui permet à un ignorant d'être élu stratège, comme si on élisait un âne comme cheval, ou comme si les lapins demandaient à être traités à égalité des lions sans avoir ni dents ni griffes. Mais il préfère encore les bourreaux aux tyrans : les premiers font périr des malfaiteurs, les seconds des innocents. Il juge le pouvoir comme le feu : trop près de lui on se brûle, trop loin on se gèle.

⁶ Diogène n'a épargné que Sparte l'oligarchique dans ses critiques, il considère Démosthène comme « le démagogue d'Athènes », et il n'aime pas les tyrans : à un tyran qui lui aurait demandé quel était le meilleur bronze pour une statue, il aurait répondu celui dans lequel furent coulés Harmodios et Arystogiton, les Tyrannoctones d'Athènes. Il aurait aussi raillé Denys qui traitait ses amis comme des outres : en les pendant si pleines, ou en les jetant une fois inutiles.

succèdent de manière cyclique et mécanique, la monarchie ou la démocratie dégénéralant tôt ou tard en tyrannie à son tour remplacée, etc.

Beaucoup plus tard, Montesquieu contre Rousseau.

Montesquieu et le libéralisme politique : quiconque a du pouvoir tend à en abuser, et en toute bonne conscience. D'où le besoin de séparation des trois pouvoirs, de contre-pouvoirs (dont la presse, les medias, le 4^e pouvoir dira Edmund Burke), et enfin de corps intermédiaires, élus ou pas, qui font écran entre le dirigeant et le peuple. Il y a aussi un état de droit qui s'impose au peuple comme à ses représentants. Enfin, le libéralisme admet qu'il y a des divisions permanentes au sein du peuple, qui se résolvent dans le pluralisme politique pacifique, dans le droit et le débat, dans l'alternance sans violence. Le peuple a le pouvoir, mais il faut à la fois l'éclairer, et parfois le défendre contre lui-même. Il n'est pas question de l'idéaliser sans condition, encore moins de le présumer infaillible, sachant tout mieux que les élites, les élus, les juges, les medias, les experts ou encore les scientifiques.

Athènes, les Etats-Unis ou la République française se sont fondés sur la peur que le peuple, au sens du corps civique, plébiscite un individu, roi, César démagogue, dictateur... D'où l'existence de grands électeurs et de contre-pouvoirs solides aux Etats-Unis (*checks and balance*), ou en France le refus du referendum et du régime présidentiel jusqu'à de Gaulle. D'où ça et là la limitation du nombre de mandats que le peuple peut confier au même élu, ou une cour suprême ou un Conseil constitutionnel qui vérifie les lois de la représentation nationale.

Point commun avec le despotisme éclairé mâtiné de souveraineté populaire acceptée : cf. Kemal, qui se dit « populiste », mais dit aussi « pour le peuple, malgré le peuple ». Cela ne lui plaît pas d'être un dictateur même réformateur, mais s'il laissait le peuple libre, les islamistes prendraient le pouvoir... D'où l'armée comme contre-pouvoir.

La préoccupation de Rousseau : d'une part la volonté générale sinon le peuple sont uns et indivisibles. Tentation dès 1789 de faire du Rousseau plutôt que du Montesquieu : nier la pluralité au profit d'une « volonté générale » indivisible, et qui via l'assemblée voire via un homme, devient aussi absolue et absolutiste que la monarchie avant elle... Il faudra près d'un siècle pour accepter que la majorité n'est pas l'unanimité, que ce n'est pas une tare si tout le village ou tout le pays ne votent pas comme un seul homme, qu'il doit y avoir des partis et des syndicats reflétant les divisions permanentes du peuple. Et on verra encore les totalitarismes apprécier les plébiscites à 100 %, ou les élections par acclamation populaire, envisagées par plus d'un de la Révolution à Carl Schmitt. Et les populistes imaginent toujours un peuple uni derrière eux contre les élites, ce qui revient à déclarer ennemis du peuple tous ceux qui s'opposent à eux.

D'autre part, Rousseau cinglant envers le régime représentatif, accusé de confisquer et déformer la volonté générale : « Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde » (*Du Contrat social*)

Comment éviter que le pouvoir soit démocratiquement confisqué par une « aristocratie élective » (Rousseau), une « oligarchie élective », avec ses baronnies, ses machineries électorales parfois corrompues et clientélistes, avec son verrouillage du système politique où on voit toujours les mêmes têtes, avec son recrutement toujours dans les mêmes milieux sociaux supérieurs ?

Tout cela au prix d'une abstention massive, d'un désenchantement. Et c'est sûr que loin des partis de masse de jadis, les partis actuels, réduits à quelques dizaines de milliers de militants et d'élus, ont plus de mal à sembler représentatifs, d'où la percée populiste. Et qu'à force de voir tjrs les mêmes alterner, le peuple finit par se fatiguer et par renverser la table, d'où une vague de « démagisme ». Cf. Tocqueville prophétisant en janvier 1848 la révolution à ses collègues députés : les révolutions éclatent lorsque la classe au pouvoir ne mérite plus de le garder. Quitte à mettre sur les ruines du vieux système le premier venu (Berlusconi, Trump, etc.).

Problème : à ne rien vouloir qui fausse l'expression de la volonté générale, Rousseau, la Révolution puis la République très réticents envers les clubs, les partis, les syndicats... mais il ne peut pas y avoir de démocratie sans eux ! Rousseau et d'autres en venaient déjà à souhaiter que le vote se fasse sans débat, de peur que qui que ce soit l'influence, notamment les notables (plus tard la République refusera le vote des femmes au motif qu'elles voteraient forcément comme le curé le leur dirait). Les populistes ajoutent, eux, que le peuple ne doit surtout pas être influencé et manipulé par les médias et par ceux supposés les contrôler et se servir d'eux, d'où leur haine radicale des médias. Napoléon III jugeait normal de censurer la presse car il ne fallait pas que le 4^e pouvoir influence le vote du peuple ou prétende dicter sa conduite au gouvernement : les journalistes ne sont pas élus, eux, et donc il est normal pour tous les populistes au pouvoir de mettre au pas les médias publics voire privés, et d'interdire toute libre discussion. Comme si le peuple savait d'instinct ce qui était bien, et devait l'exprimer spontanément et sans avoir entendu librement d'avis opposés.

Evidemment, si le citoyen est réduit à une machine à voter ou acclamer sans discuter... on voit le danger, et on se retrouve avec exactement ce que Rousseau voulait dénoncer, en pire ! Un citoyen libre uniquement au moment de glisser son bulletin dans l'urne pour Orbán, Erdoğan ou Poutine...

Comment éviter que l'élu ne fasse pas sa propre volonté et non celle du peuple ? Que le pays légal se retrouve en décalage avec le pays réel, dira Maurras ? Or le mandat impératif aboli au premier jour de la Révolution. Risque de créer ainsi un fossé. Cf. écart entre les élus, médias et élites pro-Europe et le vote pour le Brexit ou contre le TPE en 2005, ou encore le fait que le corps civique et en particulier les classes populaires sont sans doute encore bien plus dures envers l'immigration, les délinquants, les musulmans que élus mais aussi que nombre d'intellectuels, d'artistes ou de journalistes *mainstream*.

Bien sûr, une démocratie ne peut pas se réduire aux élections, et rien entre les deux, les élus faisant tout ce qu'ils veulent, même en respectant les droits de l'homme et en laissant le peuple parler librement, faire des manif, des grèves et des pétitions, mais au fond « cause toujours »... Mais la démocratie ne peut pas non plus être la démagogie, « à tes souhaits » où le gouvernement se refuserait toute mesure impopulaire même si nécessaire à l'intérêt général, et reculerait au premier sondage négatif ou à la première manifestation. La manif n'est pas le vote du peuple, et le sondage n'est qu'une photographie de l'opinion à un instant donné. Et quant à s'en tenir au respect obligatoire des promesses électorales, le gouvernant doit pouvoir tenir compte de l'évolution de la situation, toujours imprévisible, et des difficultés ou oppositions rencontrées.

Idée populiste d'une forme de démocratie directe et du contact direct avec le peuple, court-circuitant les représentants, les corps intermédiaires, les groupes dirigeants, les medias, les « oligarchies ». Un peu comme les mystiques en contact direct avec le ciel en contournant l'Institution ecclésiastique... cf. Trump et ses tweets, les fermes à trolls de Poutine contournant les medias *mainstream*.

Au « Eux » et « nous », les populistes ajoutent l'exigence d'une démocratie directe et illimitée... et qui devient en fait un pouvoir personnel fort peu démocratique. Goût prononcé pour le referendum y compris le RIC, fascination pour les Constituantes (=/ Lénine), refus des limitations du nombre de mandats, conçues depuis l'Antiquité pour éviter la tyrannie par perpétuation d'un même homme au pouvoir, même élu. Cf. déjà Marius six fois consul, et son neveu César dictateur non pas pour six mois mais à vie. Partout où ils arrivent au pouvoir, les populistes de gauche comme de droite font sauter la limitation de mandats. Poutine presque modéré par comparaison, se contentant d'un « roque » où il échange sa place avec Medvedev le temps de revenir ensuite au Kremlin. « Qu'ils s'en aillent tous », même moi, et je promets de me retirer dès que la Constituante aura fini sa tâche... sauf que finalement, je ne me retire même pas à 75 ans de la tête de mon propre mouvement, et je placardise tous ceux insuffisamment fidèles.

Rejet des corps intermédiaires non-élus (medias notamment, mais même les partis et les syndicats), et des corps intermédiaire même élus (parlements), enfin rejet des institutions non-élues, même si nommées par des élus (tribunaux⁷, cours constitutionnelles, et même commissions de contrôle électoral), alors même que ces dernières conçues pour être le recours du peuple face aux abus éventuels de ses représentants.

Là, elles sont vues comme empêchant le « peuple » d'abuser et d'exiger ce que les élus modérés ne peuvent lui accorder sans écorner la démocratie et les droits humains. Pour les populistes, il n'y a pas de bloc de constitutionnalité ou d'état de droit à borner la volonté du peuple et de ses élus. Et les contre-pouvoirs aucune légitimité.

Partout où un projet de nouvelle constitution est passé, c'est surtout le président populiste qui a réduit ou supprimé toutes les autorités indépendantes pouvant limiter son pouvoir, assimilé à celui du peuple. Ou encore, il les a peuplées de ses fidèles. Et en plus, il a fourré dans la constitution des dispositions qui n'ont rien à y faire et qui fixent la politique à mener, ce qui en fait empêcherait en cas d'alternance de changer de politique. Là-dessus, Chavez, Correa et Maduro ont fait comme Kaczynski et Orban, et ce alors qu'on a rejeté le TPE en 2005 pour moins que ça... Huey Long proclamait déjà, une fois élu : « La Constitution, c'est moi ! » Wallace, 1968 : « il y a qq chose de plus fort que la constitution, c'est la volonté du peuple ». Et Trump s'est permis un attentat et un mépris ouvert sans précédent contre la constitution américaine, sacro-sainte d'ordinaire.

⁷ Le populisme dénonce le « gouvernement des juges », voire la « dictature du droit », remet en cause l'indépendance de la justice (sauf quand elle l'arrange : les trumpistes apprécient une cour suprême annulant la garantie du droit à l'IVG au mépris de ce qui est la volonté sans doute majoritaire du peuple américain ; François Fillon a pu devenir un moment populiste en faisant manifester contre les juges et en criant au complot ; le populisme de gauche veut que la justice déclare coupable d'office tout policier, « mâle blanc cisgenre » ou adversaire social ou politique mis en cause, et si tel n'est pas le cas c'est qu'il y a complot des « dominants », l'hypothèse d'une accusation erronée ne venant pas à l'esprit. Pour le populiste, le juge doit juste appliquer la loi voulue par les citoyens, sans se soucier de jurisprudence ni d'état de droit.

Ajouter que les fonctionnaires remplacés par des affidés du pouvoir, au mépris même de la notion de service public, ou que les medias publics voire privés ont été mis à la botte, et sont devenus bien plus menteurs que ceux qu'ils dénonçaient. cf. aussi le fiasco de la chaîne de Mélenchon, « Le Média ». Vision méprisante du peuple comme pantin des medias, et vision diabolisée des medias comme à la botte de quelques oligarques ou gauchistes, ce qui n'aboutit finalement qu'à priver le peuple de tout accès à une information indépendante.

Et bien sûr, derrière les contre-pouvoirs, ce sont les libertés peuvent être réduites sans aucun scrupule, au nom du peuple. « Une démocratie n'est pas nécessairement libérale dicit Orban. Une « démocraturation » (terme forgé par Pierre Hassner en 1990), i.e. une démocratie qui évolue vers un régime autoritaire, illibéral, et qui vide la démocratie de sa substance sans non plus abolir toute forme de pluralisme ni d'élections (et en théorie, la défaite électorale reste possible).

Après tout, Pisistrate ou Auguste vidaient déjà les institutions de leur substance à leur profit sans abolir officiellement la démocratie athénienne ou la République romaine...

Ce n'est pas non plus le retour au totalitarisme fasciste ou communiste du passé : pas de parti unique, de police politique, de systèmes concentrationnaires, d'embrigadement des masses, de transformation totale de la société et de l'homme, d'idéologie et de programme très précis, de grandes statues du chef... Et l'alternance reste la plupart du temps tjrs possible. Mais entre-temps, les dégâts auront été lourds, voire irréversibles.

Quelles réponses ? Nier les problèmes soulevés, comme les fractures territoriales ou socio-culturelles, ne marchera pas. Courir derrière les populismes non plus : en plus du problème moral que cela pose, « l'électeur préfère toujours l'original à la copie », et le populiste fera de la surenchère pour dire que ce n'est jamais assez.

Répondre au mal par le mal, au populisme de droite par le populisme de gauche ? Pendant que certains populistes de gauche se sont assagis une fois associés au gouvernement, comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, inversement le Venezuela a abouti à un désastre historique sans précédent depuis des générations dans la région latino-américaine, et en France, la FI s'est retrouvée à faire plus peur que le FN et à décourager jusqu'à ses propres alliés, ce qui est assez rare... En outre collusion avec ce qu'on prétend combattre, cf. DOM-TOM votant Mélenchon au premier tour et Le Pen au second, au nom d'un rejet aveugle de Paris, des vaccins et des sachants, et alors que le refus de la vaccination a causé une hécatombe...

Plus globalement, il est banal de voir dans le populisme le châtement divin des « politiques néolibérales suivies par des élites hors-sol, méprisantes et vivant dans l'entre-soi. Or, tout d'abord, toutes les catégories sociales vivent dans l'entre-soi, et c'est humain. Ensuite, nombre de partis populistes sont parfaitement néolibéraux, et les politiques néolibérales ont du reste généralement été validées par le plus grand nombre. Ensuite, il **existe aussi des « populismes de prospérité »** (J.Y. Camus), notamment en Autriche et en Scandinavie, sans oublier le refus des Italiens du Nord ou des Flamands de payer pour leurs concitoyens pauvres. Ne surtout pas partager ses richesses et son Etat-Providence généreux avec les immigrés ou avec les pays pauvres de l'UE, de peur qu'il n'en reste plus

assez pour soi ou que l'autre en profite de façon illégitime. Et on veut rester tranquille chez soi sans que personne ne vienne vous déranger ni changer votre culture et votre identité. Proposer plus à gauche, plus « social » ou antilibéral que tout le monde ne suffit pas : c'est aussi le libéralisme culturel, sociétal et migratoire qui est rejeté.

On ne peut certes pas non plus se contenter d'une démocratie minimale au motif qu'une démocratie maximale peut conduire au totalitarisme ou au populisme illibéral. Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, 1945 : la démocratie sert moins à exprimer la « volonté du peuple » qu'à empêcher une dictature. Cf. Churchill : « la démocratie pire des régimes à l'exception de tous les autres ».

Revitaliser la démocratie par des mouvements neufs, des figures neuves ? cf. 2017 en France. Mais si elles déçoivent à leur tour ?

Oser plus de démocratie directe ? Vieux problème. Même à Athènes, la plus grande cité grecque, non seulement la démocratie a fait des erreurs, comme tout système humain, mais il y a 90% d'abstention à l'Éclésia, l'assemblée du peuple : qui fera les 40 km de Marathon à l'Agora ou à la Pnyx pour discuter de questions dont une bonne part ne le concerne même pas ? Noter par ailleurs que quoi qu'en ait laissé penser Platon dans ses charges contre les sophistes, le peuple athénien ne discutait et ne votait qu'après avoir entendu les experts du sujet, ce n'était pas une simple affaire de rhéteurs capables de prêcher tout et son contraire selon les besoins : on ne lance pas la construction d'un navire ou d'un temple sans avoir écouté les experts compétents présenter le devis détaillé, ainsi.

De nos jours, même Rousseau admettait que les Etats étaient trop grands, avec des places publiques inutilisables six mois par an vu le climat (même récemment réchauffé...), et une population qui n'a pas le loisir suffisant pour examiner toutes les questions (le Parlement français vote 4 000 lois par an, dont certaines couvrent des centaines de pages). Et les AG souvent plus vides encore que les isoïrs. Certains référendums locaux voient comme à Paris récemment 95 % d'abstention. Même avec Internet de nos jours, qui aurait le temps libre d'examiner tous les projets de lois et amendements, de se prononcer pour ou contre même d'un simple clic ? On désignerait vite des représentants de confiance pour faire le travail à sa place... Et de toute façon, il faudrait bien que ces lois ou leur ordre du jour soient fixés par un groupe désigné pour cela...

En outre, des problèmes réels avec la consultation directe sinon avec le referendum. Certes, on ne peut pas non plus objecter qu'en cas de consultation directe, le peuple risque de répondre à côté, ou que la question est trop complexe pour lui ou qu'il est manipulé s'il ne donne pas la bonne réponse : auquel cas, autant abolir le suffrage universel ! Mais c'est pour des raisons évidentes que des sujets comme la fiscalité exclus de la plupart des champs référendaires à travers le monde. Un démagogue pourrait faire voter facilement la réduction de moitié des impôts sans soucier du risque d'effondrement de l'Etat et des services publics...

Enfin, problème de ne pouvoir répondre que par oui ou par non. On ne va pas évidemment faire un referendum sur chaque article d'une constitution ou d'une loi ou d'un budget. Ni sur des questions qui ne méritent pas de déranger le peuple au grand complet quand un parlement et un gouvernement suffiraient. Et flou et imprécision : la GB quitte l'UE ou la Suisse interdit

« l'immigration de masse », OK, mais quand, comment et en quels termes ? Il a fallu au Parlement britanniques s'y prendre à plusieurs reprises - et se couvrir de ridicule - pour éviter le « no deal ».

Qui veut faire l'ange fait la bête (et qui veut faire la bête n'y arrive que trop bien, ajouterait-on). Si on rêve d'une démocratie absolue et chargée d'élire le Bien contre le Mal et de refléter absolument la volonté illimitée d'un peuple largement fantasmé... on peut se retrouver dans la « démocratie totalitaire » (Talmon) ou du moins, de nos jours, illibérale.